

LA REVUE DU SYNDICAT DES MÉTALLOS

MÉTALLOS@l'œuvre

AUTOMNE 2026

4

FONDS HUMANITAIRE DES MÉTALLOS
40 ANS DE SOLIDARITÉ

UNITED STEELWORKERS
USW
MÉTALLOS

RETURN MAIL TO: UNITED STEELWORKERS 800-234 EGLINTON AVE. E., TORONTO, ON M4P 1K7

Métallos@l'œuvre | Automne 2026

Publication officielle du Syndicat des Métallos

Roxanne D. Brown, présidente internationale

Marty Warren, directeur national

Scott Lunny, directeur du District 3

Nicolas Lapierre, directeur du District 5

Kevon Stewart, directeur du District 6

Myles Sullivan, secrétaire-trésorier international

Emil Ramirez, vice-président (Administration)

Kevin Mapp, vice-président (Relations humaines)

Amber Miller, vice-présidente internationale hors-cadre

Luis Mendoza, vice-président international

Corédactrices et corédacteurs :

Reg Albino, Brett Barden, Clairandree Cauchy,

Jamey Heath, Kim Hume, Tarah Lemours,

Daniel Mallette, François Soucy, Denis St. Pierre,

Lulu Wei, Meriem Yousfi

Traduction : Louise Scott

Adressez toute demande ou tout article

pour Métallos@l'œuvre au :

Syndicat des Métallos

Service des communications et de l'action politique

info@metallo.ca

EN PAGE COUVERTURE :

Partenaires du Fonds humanitaire des Métallos aux quatre coins du monde. Sur le logo du 40^e anniversaire, dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut : Fidel Contreras Francisco, travailleur migrant agricole temporaire dans le comté de Northumberland (Ont.); Guadalupe Paniagua Choque, dirigeante régionale de la Fédération nationale des coopératives minières (FENCOMIN), en Bolivie; Anthony Randrianandrasana, président du syndicat SEKRIMA, à Tolanaro (Madagascar); Calna McGoldrick, ancienne gestionnaire de la soupe populaire de Sault Ste. Marie (Ont.); Miyela Riascos, de la Fondation socioenvironnementale Aribí, à Buenaventura (Colombie); Athenkosi Skeyi, militant communautaire de Qandu Qandu, au Cap (Afrique du Sud); au centre, Jashoda Ben, de l'Association des femmes travailleuses autonomes (SEWA), en Inde.

Images en arrière-plan : Échange mondial d'échange des jeunes syndicalistes à Cuba en 2018 (en haut) et délégation du Fonds humanitaire des Métallos avec le Conseil du bois du Syndicat des Métallos en Inde, en 2025.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS

n° 40006737

RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE NE POUVANT ÊTRE LIVRÉE AU CANADA AU :

Service des communications du Bureau national des Métallos
234, av. Eglinton Est, 8^e étage, Toronto, (Ontario) M4P 1K7

Joignez-vous à notre communauté en ligne de militant.e.s :

 **MetallosCA**  **uswmetallos**  **uswmetallos**

metallo.ca



Avec courage, détermination et solidarité

Je n'ai jamais été aussi fier d'être Métallo.

Au moment où je vous écris, la guerre tarifaire de Donald Trump contre l'économie, les travailleur.euse.s et les industries canadiennes se poursuit. Depuis plus de 18 mois, les industries essentielles, tant pour le pays que pour notre syndicat, font face à un ensemble vertigineux de tarifs. Pendant tout ce temps, notre syndicat a clairement et constamment affirmé que tous les tarifs contre le Canada sont injustifiés.

Selon moi, cette guerre tarifaire n'a rien à voir avec la protection des industries et des emplois américains. Je crois qu'il s'agit tout simplement d'un stratagème de type Ponzi destiné à financer la gestion irresponsable de l'économie américaine par le président Trump. Il utilise des tarifs contre des alliés de longue date pour financer les crédits d'impôt sans précédent accordés aux riches et à ses alliés du monde des affaires par l'entremise de son « Big Beautiful Bill ». À cela s'ajoute le coût de la guerre en Iran pour les États-Unis et une dette de 40 billions de dollars.

Au moment où vous lirez cet article, allez savoir quels seront l'étendue et l'impact de ces tarifs irréfléchis et inutiles imposés au Canada. Face à ces attaques, le Canada s'est défendu à juste titre afin de protéger nos emplois, nos industries, notre culture et notre souveraineté. Je soutiens les mesures de rétorsion tarifaire que nous avons instaurées. C'est le bon choix : se défendre et lutter pour les générations futures. Face à cette attaque du président Trump, je peux vous dire que les Métallos et le mouvement syndical savent comment riposter. On ne nous a pas fait cadeau de nos acquis. Notre histoire montre que le courage, la détermination et la solidarité syndicale sont les meilleurs moyens de s'opposer aux entreprises, aux multinationales et, maintenant, à un gouvernement étranger qui veut détruire nos emplois, notre économie et notre avenir.

Les Canadien.ne.s connaissent le courage et la ténacité du mouvement syndical; nos membres le montrent lorsqu'ils sont forcés de faire la grève ou sont soumis à un lock-out, vivant des difficultés financières à court terme pour renforcer leur pouvoir et réaliser des gains économiques à long terme. Ce à quoi les Canadien.ne.s sont confrontés avec la guerre tarifaire n'est aucunement différent. Nous devons nous unir, faire preuve de courage, de force, de détermination et de solidarité afin de mener une guerre commerciale que nous n'avons pas commencée ni voulue, et ainsi créer un avenir meilleur pour l'ensemble des Canadien.ne.s.

Comme le dirait Leo Gerard : « Si ce n'est pas nous, alors qui ? Si ce n'est pas maintenant, alors quand ? »

Si ce n'est pas l'ensemble des Canadien.ne.s, alors qui protégera notre économie, nos emplois et l'avenir du Canada ? Si ce n'est pas maintenant, alors quand ? Plusieurs générations ont relevé d'énormes défis et, aujourd'hui, c'est à nous qu'il incombe de défendre le Canada et de riposter.

Tout ce que nous savons, c'est que nous subissons une attaque sans précédent, et que les Métallos tiennent bon face à cette attaque, pas seulement ici au Canada, mais au sein du Syndicat international également.

Il y a quelques mois, le Toronto Star a fait paraître un article en première page sur notre présidente internationale, Roxanne Brown, qui défendait les travailleur.euse.s canadien.ne.s, alors que le président Trump continuait de hausser les tarifs et d'en ajouter de nouveaux.

Roxanne Brown reconnaît que les travailleur.euse.s américain.e.s souffrent à cause du présumé libre-échange. Cependant, il faut bien comprendre que « le Canada n'a jamais été le problème ». Au lieu d'imposer d'autres tarifs, nous devrions plutôt travailler avec nos alliés canadiens à limiter les pratiques commerciales illégales.

La présidente Brown reconnaît que nos pays doivent s'unir et lutter contre les pratiques commerciales illégales pour protéger les emplois nord-américains et l'intégration de notre économie.

J'en conviens.

Comme directeur national canadien, je continue d'exhorter Ottawa à négocier en position de force, à diversifier rapidement nos partenaires commerciaux et à adopter une stratégie industrielle nationale. Du même coup, le gouvernement doit investir dans des secteurs clés, comme l'acier, l'aluminium, le bois d'œuvre, les mines et la fabrication afin de soutenir les travailleur.euse.s, les communautés et les industries partout au pays.

« Le courage, la détermination et la solidarité des membres de notre syndicat : c'est ainsi que vous vous opposez aux entreprises, et maintenant à un gouvernement étranger qui veut détruire nos emplois, notre économie et notre avenir. »

Nos revendications et celles du mouvement syndical sont connues de politicien.ne.s de tous horizons. Le gouvernement agit sur plusieurs fronts. Cependant, il y a encore beaucoup plus à faire pour mieux satisfaire les besoins des travailleur.euse.s et aider notre économie à résister à la guerre commerciale insensée (et, d'après la Cour suprême américaine, illégale) de Trump.

C'est le genre d'enjeu qui me rend fier d'être Métallo. Qu'une personne travaille dans une industrie directement touchée ou non par des tarifs, nous ne cesserons jamais de défendre les emplois bien rémunérés dans des milieux de travail sécuritaires. Qu'il s'agisse d'attaques de la Maison-Blanche, de gouvernements provinciaux hostiles ou d'entreprises impitoyables, les Métallos vont toujours riposter.

C'est aussi ce type d'enjeu que nous débattons lors du Congrès national d'orientation des Métallos à Montréal, en février prochain. Des militant.e.s de la base de partout au pays et de tous les secteurs où nous travaillons vont déterminer les meilleures façons de défendre les bons emplois, d'en créer de nouveaux et de construire un avenir meilleur pour l'ensemble des travailleur.euse.s.

L'inscription au Congrès est maintenant accessible. Plus nos sections locales et nos militant.e.s seront nombreux à y participer, meilleurs et plus forts nous serons. Je me réjouis à l'idée de revoir plusieurs d'entre vous, amis, anciens et nouveaux.

En toute solidarité,

Le directeur national du Syndicat des Métallos,



Marty Warren



Table des matières

Guerre commerciale : le Canada ne peut pas revenir au statu quo

Pages 4-5

Négociations fructueuses

Pages 6-7

40 ans de solidarité

Pages 8-9

À venir ! 56^e Congrès national d'orientation du Syndicat des Métallos

Page 10

Bienvenue chez les Métallos !

Page 11

Dans l'antre d'une mine sans conducteur.trice

Pages 12-13

Nos militant.e.s freinent le commerce déloyal

Page 14

Faites connaissance avec les militant.e.s des Métallos : Sylvain Cormier

Page 15

Le Fonds d'éducation familiale et communautaire des Métallos : resserrer vos liens avec le syndicat

Page 16

Mise à jour législative : Ottawa a promis d'être aux côtés des travailleur.euse.s – il doit maintenant passer aux actes

Page 17

Mise à jour du District 3 : Solidarité : comment nous défendons nos emplois, notre syndicat, notre pays

Page 18

Mise à jour du District 5 : un dialogue social à rebâtir

Page 19

Mise à jour du District 6 : Plus forts ensemble : mettre en valeur le pouvoir de la solidarité

Page 20

GUERRE COMMERCIALE : LE CANADA NE PEUT PAS REVENIR AU STATU QUO

**RIPOSTER AUX
TARIFS
DE TRUMP**

En août dernier, la guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis est entrée dans une nouvelle phase.

Au cours des derniers mois, l'administration Trump a constamment trouvé de nouveaux moyens d'imposer des tarifs sur les produits canadiens. L'acier, l'aluminium et le cuivre sont frappés de tarifs pouvant atteindre 50 %, tandis que la foresterie, l'automobile et une liste croissante d'autres secteurs demeurent sous forte pression.

Après que le Canada eut rejeté des conditions de dernière minute imposées par les États-Unis qui auraient laissé les travailleur.euse.s et les industries dans une situation encore plus difficile, ils ont quitté la table de négociations et de nouveaux tarifs de 50 % sont entrés en vigueur sur plus de 28 milliards de dollars d'exportations canadiennes.

Notre syndicat a été très clair : mieux vaut aucun accord qu'une mauvaise entente qui maintient des tarifs et des quotas restrictifs ou sacrifie nos emplois et nos industries. Le Canada a donc eu raison de tenir bon.

Le gouvernement fédéral a rapidement annoncé de nouvelles mesures de soutien aux travailleur.euse.s et aux entreprises touchées, ainsi que des contre-tarifs équivalents.

Ces mesures sont importantes, mais elles doivent s'inscrire dans une stratégie plus large.

Le soutien public à l'industrie doit être conditionnel au maintien des emplois et de la production au Canada, tandis que le soutien aux travailleur.euse.s doit permettre de garder les gens à l'emploi pendant cette période de perturbation.

Des dizaines de milliers de travailleur.euse.s ont déjà été affectés par cette guerre commerciale, tout comme les communautés qui dépendent de ces emplois. Le Canada ne peut pas simplement attendre le rétablissement de cette relation commerciale.

Nous devons protéger les travailleur.euse.s dès maintenant, investir dans notre capacité industrielle afin de produire davantage ici ce dont nous avons besoin, faire respecter nos règles commerciales aux frontières et diversifier nos échanges avec des partenaires fiables.

La leçon de cette guerre commerciale ne saurait être plus claire : le Canada doit bâtir une économie suffisamment forte pour résister aux pressions économiques américaines et les travailleur.euse.s doivent être au cœur de cette stratégie.

Les travailleur.euse.s d'Interpro Pipe and Steel à Regina sont membres de la section locale 5890 des Métallos.

Roxanne Brown mène la lutte pour un accord commercial axé sur les travailleur.euse.s

Depuis son élection à la présidence internationale du Syndicat des Métallos en mars dernier, Roxanne D. Brown s'est imposée comme une figure de proue de la défense des travailleur.euse.s canadien.ne.s et américain.e.s menacé.e.s par une guerre commerciale insensée.

Première femme et première personne noire à diriger les Métallos, Roxanne Brown a fait la une des médias partout en Amérique du Nord en exhortant les représentant.e.s commerciaux des États-Unis et du Canada à négocier un accord axé sur les travailleur.euse.s des deux pays.

« Donnez la priorité aux travailleuses et travailleurs », a-t-elle déclaré aux journalistes en septembre à Montréal, lors d'une réunion du Bureau exécutif international des Métallos.

« Ce conflit nuit aux emplois. Il nuit aux usines et milieux de travail. Il nuit aux communautés des deux pays. Les deux gouvernements doivent retourner à la table des négociations et trouver une voie de sortie constructive à cette impasse. Les relations entre nos deux pays sont trop importantes pour nous diviser. »

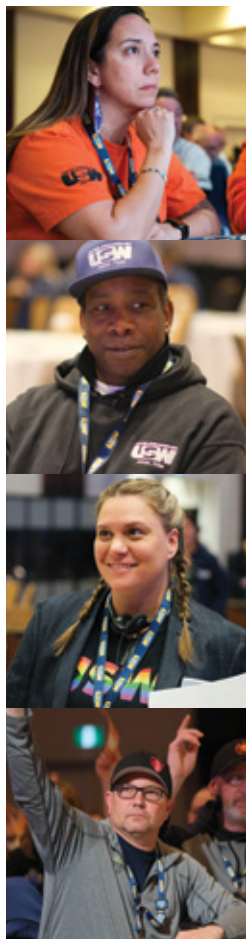
Roxanne Brown a également attiré l'attention des médias en juillet lorsqu'elle a rédigé, conjointement avec le président

de l'Association internationale des machinistes, une lettre adressée au représentant américain au Commerce, exhortant l'administration américaine à reconsidérer les tarifs imposés aux exportations canadiennes et à négocier un accord commercial raisonnable.

En savoir plus sur notre campagne « Riposter aux tarifs de Trump » : metallos.ca/tarifs-de-trump



Les gouvernements des États-Unis et du Canada doivent négocier un accord qui « donne la priorité aux travailleuses et travailleurs », a déclaré Roxanne D. Brown, présidente internationale des Métallos, aux journalistes à Montréal en septembre.



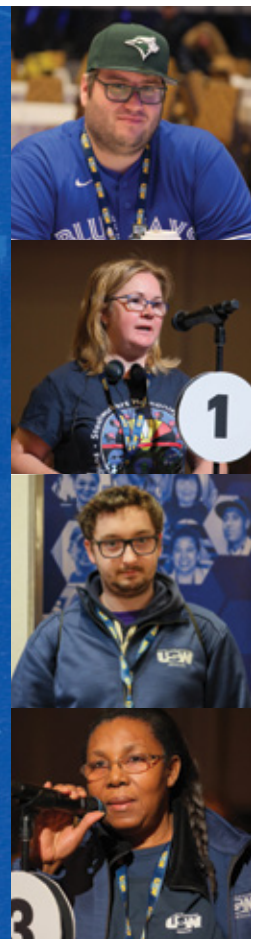
Notre ÉCONOMIE >>> Notre AVENIR

56^e Congrès national d'orientation des Métallos

23-26 février 2027 • Montréal

Visitez metallos.ca/cno2027
pour les détails et l'inscription.

Membres de l'ORME, de la Prochaine génération,
travailleuses et travailleurs du secteur fédéral et du
Conseil du bois des Métallos : des événements vous
sont aussi proposés avant le Congrès.



Chaque année, les métallos de centaines de lieux de travail dans presque tous les secteurs de l'économie canadienne négocient de solides contrats de travail qui renforcent la santé et la sécurité et améliorent les salaires, les avantages sociaux et les conditions de travail. Voici quelques exemples récents :



SL 8922 – Importantes hausses salariales dans la sécurité privée au Québec

Un excellent contrat pour les agent.e.s de la sécurité privée au Québec prévoit des hausses salariales totalisant 17 % sur cinq ans, ainsi que des hausses de la prime pour les qualifications de secouriste et de l'indemnité kilométrique. L'accès au statut de salarié.e permanent.e est facilité, le temps supplémentaire obligatoire est mieux encadré et l'employeur devra accorder 32 heures consécutives de repos par semaine. La convention collective s'applique aux 12 500 membres de la SL 8922 et, par décret, à 22 000 travailleur.euse.s du secteur. Ainsi, les agences de sécurité privée ne peuvent se faire concurrence en abaissant les conditions de travail.



SL 6500 et 6200 – Avancées historiques chez Vale, Sudbury et Port Colborne (Ont.)

Près de 3000 travailleur.euse.s chez le géant minier Vale ont ratifié des contrats de cinq ans assortis de hausses salariales pouvant atteindre 25,7 %, de primes de ratification de 4000 \$ et de hausses additionnelles si l'inflation dépasse le seuil garanti par l'indexation. Les prestations de retraite, d'invalidité de courte durée et de santé, la progression salariale des métiers spécialisés, les clauses sur la sous-traitance et les changements technologiques, et la planification des vacances y sont également améliorés. Le contrat de la section locale 6200 rétablit l'admissibilité aux prestations de santé futures des retraités pour tous les membres.



SL 8914 – Cameco, Key Lake et McArthur River (Sask.)

Au cours des trois prochaines années, les quelque 530 membres aux plus importantes opérations mondiales d'extraction et de traitement d'uranium à haute teneur recevront des hausses salariales de 15,5 %, dont 8,5 % sont rétroactives à décembre 2025. Leur contrat bonifie aussi les primes de quart et de chef d'équipe, ajoute de nouvelles primes de 3 \$ à 5 \$ pour attirer du personnel et le retenir, et améliore substantiellement les avantages sociaux, régimes de retraite et clauses sur la sous-traitance.



SL 2009 – Industrial Equipment Manufacturing, Surrey (C.-B.)

Le nouveau contrat de trois ans des Métallos prévoit des hausses salariales de 6,75 %, une prime à la signature de 1500 \$, une meilleure couverture des soins de la vue, la bonification des indemnités hebdomadaires et pour bottes de sécurité et de repas (heures supplémentaires), ainsi que des primes de secourisme. Il comprend aussi une nouvelle reconnaissance territoriale. Les membres fabriquent des équipements de manutention de matériaux pour divers secteurs, dont l'exploitation minière, les hydrocarbures, le bois et les infrastructures portuaires.



SL 6185 13 – Western Labrador Rail Services, Wabush (T.-N.-L.)

Les gains prévus sur quatre ans pour les membres : hausses salariales totalisant 14,5 %, dont 5 % la première année, et rajustements de vie chère pouvant ajouter 1,5 % supplémentaire en fin de période. Le contrat prévoit trois congés personnels additionnels, double de la couverture de l'assurance vie pour eux et leurs personnes à charge, améliore les avantages sociaux et augmente de 1500 \$ les indemnités de déplacement. Les membres desservent les entreprises minières du Labrador et de la Côte Nord du Québec.



SL 6687 – L'affinerie CCR – Montréal-Est

Les 375 travailleur.euse.s de l'usine CCR à Montréal-Est ont ratifié un contrat de trois ans qui prévoit des hausses salariales de 9,25 % et la bonification des régimes de retraite et des assurances collectives. On note aussi des gains au chapitre des vacances, de la méthode de calcul des heures supplémentaires et de plusieurs clauses normatives.



SL 9074 – Simplot Canada, Portage la Prairie (Man.)

Plus de 300 membres produisant notamment des frites, des pommes de terre rissolées et des croquettes de pommes de terre bénéficieront ces trois prochaines années de hausses salariales de 9 %, d'un congé de deuil élargi et de vacances améliorées pour faciliter les déplacements vers leur pays d'origine ou répondre à d'autres besoins personnels.



SL 4610 01 – PepsiCo (FritoLay), Cambridge (Ont.)

Le nouveau contrat de trois ans des quelque 65 chauffeur.euse.s et manœuvres responsables de la distribution des produits augmente au total les salaires de 8,5 %, améliore leur régime de retraite à prestations déterminées, et leurs prestations de santé, bonifie les primes de quart et les indemnités pour la conduite de nuit.



SL 7065 – Bio Énergie AE, Port-Cartier (Qc)

Les métallos de l'usine de bio-carburant Bio-Énergie AE Côte-Nord ont ratifié un contrat de quatre ans qui comprend des hausses salariales totalisant 20%, dont 11% dès la première année. Le contrat prévoit aussi une amélioration de la prévention dans l'usine avec l'augmentation des heures de libération pour le représentant à la santé et sécurité. Ces membres fabriquent du biocarburant à partir de résidus de bois.



SL 5917-35 – Représentant.e.s syndicaux du SEIU (Sakatchewan et Manitoba)

Un nouveau contrat de cinq ans prévoit 12 % d'augmentations salariales, avec possibilité de hausses supplémentaires, apporte des améliorations au congé de deuil, aux indemnités journalières, au remboursement des déplacements, aux allocations de dépenses personnelles et à diverses dispositions. Ces représentant.e.s syndicaux du SEIU travaillent à Saskatoon, Moose Jaw, Swift Current et Winnipeg.



SL 2020 – Alouette Bus Lines, Sturgeon Falls (Ont.)

À la suite d'une grève courageuse de deux mois mettant en lumière les lacunes du système de transport scolaire du Nord de l'Ontario, les conducteur.trice.s d'autobus ont obtenu un contrat de trois ans qui améliore les salaires et les conditions de travail, et qui comprend des primes à la signature et une progression du salaire horaire jusqu'à 21,35 \$ pendant la période, contre 18,10 \$ avant le conflit.



SL 9400 – Hôtel Sheraton Laval, Laval (Qc)

Les quelque 250 métallos au Sheraton Laval ont obtenu des hausses salariales totalisant 24 % sur cinq ans, dont 10 % dès la première année, ainsi qu'un montant forfaitaire équivalant à 2 % du salaire annuel à la signature. Le contrat prévoit aussi la bonification de la prime de départ, une hausse de l'allocation pour les souliers de sécurité, l'ajout d'une allocation pour les souliers réguliers, la possibilité de mettre en banque les congés fériés travaillés, ainsi qu'une amélioration des vacances.



40 ANS DE SOLIDARITÉ BÂTIR LES 40 PROCHAINES ANNÉES AVEC LE FONDS HUMANITAIRE DES MÉTALLOS

Cette année, le Fonds humanitaire des Métallos (FHM) célèbre fièrement son 40^e anniversaire. Incorporé en 1986, à une époque où les syndicats commençaient à pleinement reconnaître l'importance de la solidarité internationale, il a encouragé les sections locales à négocier des cotisations « d'un cent l'heure », un engagement peu coûteux et percutant visant à soutenir un travail transformateur à long terme.

Depuis, le Fonds est devenu un organisme caritatif respecté qui soutient la justice sociale, lutte contre la pauvreté et défend les droits de la personne au Canada et à l'étranger.

Le FHM concrétise la solidarité des Métallos : il fournit une aide d'urgence en période difficile, crée des alliances de travailleur.euse.s dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et favorise les programmes qui s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités.

Depuis sa fondation, il a appuyé 217 banques alimentaires canadiennes et investi près de 25 millions de dollars dans

des projets de coopération dans 25 pays, ainsi que dans des programmes liés à la sécurité alimentaire, au logement, à la souveraineté autochtone et aux droits des travailleur.euse.s migrant.e.s au Canada.

Ces initiatives ont renforcé les liens entre Métallos, travailleur.euse.s et collectivités partout dans le monde, consolidant le pouvoir collectif au-delà des frontières.

Célébrer ensemble pour créer des alliances

Le 26 juin, les Métallos et leurs alliés se sont réunis pour souligner le 40^e anniversaire du FHM et réfléchir à son rôle dans un monde en évolution.

Les participant.e.s ont discuté des guerres commerciales, de l'intelligence artificielle, de la restructuration du marché du travail, de la désinformation et de la polarisation politique, qui redéfinissent les conditions de mobilisation et de solidarité.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales rapprochent les travailleur.euse.s, mais établir des relations solides entre secteurs, régions et pays demeure un défi.

La discussion a confirmé que les Métallos étaient prêts à relever ces défis. Les participant.e.s ont défini des priorités qui permettront au Fonds de demeurer actuel, connecté et efficace.



Ils ont souligné que la force du FHM réside dans sa capacité à répondre aux crises immédiates, tout en investissant dans les solutions à long terme qui s'attaquent aux causes fondamentales des inégalités. Tout en réitérant l'importance d'offrir de l'aide d'urgence au besoin, ils ont réaffirmé la nécessité d'agir sur des enjeux systémiques, comme le logement abordable, l'insécurité alimentaire, le changement climatique, le déplacement de populations, la pauvreté, les inégalités de genre et l'érosion des droits des travailleur.euse.s.

Pour relever ces défis transfrontaliers, le FHM continuera de financer des initiatives qui renforcent les collectivités ici et ailleurs dans le monde.

Si vous avez déjà assisté à un événement du FHM, vous avez sûrement constaté l'effet mobilisateur des rencontres avec des travailleur.euse.s engagé.e.s dans des luttes similaires ailleurs dans le monde.

Les participant.e.s ont mentionné que les échanges entre travailleur.euse.s sont un outil essentiel pour comprendre comment les politiques mondiales façonnent les conditions de travail et de vie locales.

Priorités pour l'avenir

En quatre décennies, le Fonds humanitaire des Métallos a bâti un réseau solide de partenaires internationaux respectés ayant

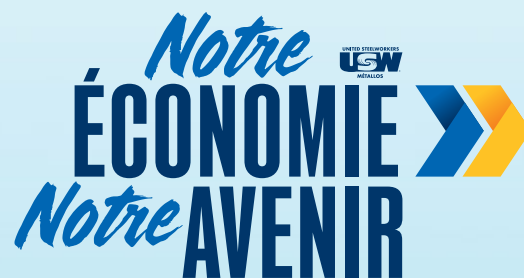
un impact profond au sein de leur collectivité. Les dirigeant.e.s des sections locales jouent un rôle clé pour lier les membres au travail du FHM et expliquer l'incidence des dynamiques économiques et politiques mondiales sur leurs milieux de travail et de vie.

À l'avenir, le Fonds veut resserrer les liens avec les sections locales et accroître la participation des membres à nos programmes et campagnes.

Fort de 40 ans de solidarité internationale, le Fonds humanitaire des Métallos est prêt pour les quatre prochaines décennies. En se concentrant sur les domaines où il peut avoir le plus grand impact, le Fonds veut s'appuyer sur ses réussites pour faire ce que les Métallos font le mieux : être solidaires afin de créer un monde meilleur.

Regardez la vidéo et les photos, et lisez le rapport spécial du 40^e anniversaire du FHM à metallos.ca/fondshumanitaire.

À venir ! 56^e Congrès national d'orientation du Syndicat des Métallos



Tous les trois ans, le Syndicat des Métallos au Canada tient son Congrès national d'orientation, réunissant des centaines de membres de tous les secteurs au pays afin de débattre et de décider des priorités de notre syndicat pour les trois prochaines années.

Le Congrès national d'orientation de 2027 se tiendra du 23 au 26 février à Montréal.

Que se passera-t-il lors du congrès ?

Le congrès se déroulera sur trois jours et demi, débutant par un accueil autochtone, l'hymne national et l'allocation du directeur national, Marty Warren.

Des conférencier.ière.s inspirant.e.s, dont Roxanne Brown, présidente internationale, première femme et première personne noire à diriger notre grand syndicat, s'adresseront aux délégué.e.s.

Les délégué.e.s voteront sur des résolutions définissant les priorités du syndicat pour les trois prochaines années.

Qui devrait y participer ?

Les sections locales des Métallos décident du nombre de délégué.e.s à envoyer. Si vous souhaitez y assister, informez-en votre comité exécutif pour savoir comment votre section locale choisit ses délégué.e.s.

Comment soumettre des résolutions

Les sections locales peuvent soumettre des résolutions à débattre. Chacune doit porter sur un seul sujet, allant du commerce et de l'économie à l'action politique, l'éducation, les droits autochtones, la santé et la sécurité et bien d'autres enjeux. Elles doivent adopter les résolutions et les soumettre au plus tard le 13 novembre.

Un retour en arrière

En 2023, les délégué.e.s avaient indiqué avoir été grandement inspiré.e.s par le congrès.



« J'ai tissé des liens avec d'autres femmes qui travaillent dans ce secteur. » – Sharen Brownson, section locale 9422 des Métallos, Roseneath (Ont.)

Avant le congrès, des activités seront organisées à l'intention des retraités (ORME), des jeunes travailleur.euse.s (Prochaine génération), des travailleur.euse.s sous réglementation fédérale et des membres du Conseil du bois.

Joignez-vous à nous à Montréal en février !
Pour en savoir plus : metallos.ca/cno2027



Bienvenue chez les Métallos !

Réussites des Métallos en matière de recrutement

Chaque année, des travailleur.euse.s partout au pays choisissent les Métallos en raison de notre solide bilan en matière de santé et sécurité, et de notre capacité à négocier de meilleures conditions de travail. Voici quelques lieux de travail récemment syndiqués par les Métallos :

Services de sécurité S3-K9 Inc. (Québec)

Une campagne de deux ans a abouti à l'accréditation à l'échelle provinciale de 500 agent.e.s de sécurité de S3-K9 au Québec. L'entreprise est très présente dans le secteur de la santé dans la ville de Québec et en Estrie.

Wiidookodaadiwin Services, Kamloops (C.-B.)

Notre syndicat est extrêmement fier d'accueillir les travailleur.euse.s de Wiidookodaadiwin Services, une organisation détenue et gérée par des Autochtones. Wiidookodaadiwin offre des soins et du soutien aux adolescent.e.s et aux jeunes adultes de Kamloops et des collectivités avoisinantes aux prises avec des défis complexes : troubles de santé mentale, dépendance, déficiences développementales et traumatismes.

Weyerhaeuser TimberStrand, Kenora (Ont.)

Ce printemps, 147 travailleur.euses.s de Weyerhaeuser TimberStrand à Kenora (Ont.) ont voté à 97 % en faveur de joindre nos rangs.

DF Barnes, St. John's (T.-N.-L.)

Les employé.e.s de DF Barnes occupant divers postes dans la construction, la fabrication, l'entretien et les services industriels ont décidé à 92 % de devenir des Métallos.

Division des produits à valeur ajoutée de Western Forest Products (WFP VAD), Chemainus (C.-B.)

Ce printemps, les travailleur.euse.s des installations de sciage et de séchage au four de WFP VAD ont choisi de s'unir au syndicat forestier le plus puissant du Canada.

Kemira – Solutions de traitement des eaux, Varennes (Qc)

Après avoir constaté les améliorations négociées pour leurs collègues syndiqué.e.s, les chauffeur.euse.s de Kemira sont devenus membres de la section locale 7625 des Métallos.

Porter Airlines, Toronto

En avril, notre syndicat a accueilli dans ses rangs les 146 employé.e.s du service à la clientèle de Porter Airlines à l'aéroport international Pearson de Toronto.

Heritage House, St. Jacobs (Ont.)

Depuis mai, 120 travailleur.euse.s de l'établissement de soins de longue durée Heritage House se sont joints à notre syndicat et sont aussi devenus membres du Conseil des soins de santé du District 6 des Métallos.

Permanent Software Group Canada, Winnipeg

Ces travailleur.euse.s de la technologie, qui assurent la conception, l'installation et le soutien technique des systèmes de terminaux de vente utilisés par les détaillants en Amérique du Nord, ont obtenu leur accréditation syndicale en juin, grâce à la loi manitobaine sur l'accréditation par vérification des cartes.

P&H Milling Group, Hamilton

Les chauffeur.euse.s de camion à la minoterie de P&H au port de Hamilton sont devenus des Métallos en juin après avoir obtenu l'accréditation fédérale du Conseil canadien des relations industrielles.

BWXT Precision Manufacturing Inc., Oakville (Ont.)

Les employé.e.s de BWXT à Oakville se sont joints à notre syndicat en juin, suivant ainsi l'exemple de leurs collègues des installations de l'entreprise à Cambridge (Ont.). Ces travailleur.euse.s conçoivent, fabriquent, mettent en service et entretiennent les équipements de production d'énergie nucléaire.

Habitat Services, Toronto

Les employé.e.s de cette entreprise, qui offrent des services de logement et de soutien aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et de dépendance, ont rejoint les rangs des Métallos au printemps dernier.

Les travailleur.euse.s souhaitant adhérer aux Métallos trouveront toutes les informations nécessaires à metallos.ca/rejoindre.

DANS L'ANTRE D'UNE MINE SANS CONDUCTEUR.TRICE

LES MÉTALLOS DU QUÉBEC APPRENDRONT DE LEURS CONFRÈRES
ET CONSÈURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

La mine du futur est déjà en activité près de Logan Lake (C.-B.), où le chargement du minerai et du mort-terrain de la Highland Valley Copper (HVC) est assuré par des camions de 250 tonnes sans conducteur.trice. Sur le chemin de la fosse, ces camions Caterpillar se suivent avec une régularité impressionnante, pour être chargés par une pelle opérée par un humain. Les sièges conducteurs des 250 tonnes restent vides, une lumière bleue indiquant qu'ils avancent seuls, selon un chemin tracé virtuellement.

Depuis 2019, cette mine qui appartient au géant minier Teck a graduellement introduit la conduite autonome. C'est la première mine de roche dure au monde où est implantée cette technologie et elle sert de mine pilote pour Caterpillar dans une région aux précipitations hivernales. Pour l'heure, environ les deux tiers des camions ont été convertis pour fonctionner sans conducteur.trice, et tout le parc devrait être autonome d'ici 2028.

Une délégation d'une quinzaine de métallos du secteur minier du Québec s'est rendue à Highland Valley Copper au printemps 2026 pour apprendre des métallos de la section locale 7619. L'expérience a été marquante pour ces québécois.es, qui reviennent avec de bonnes idées sur les clauses à négocier

pour préserver des emplois syndiqués et assurer une transition équitable pour les travailleur.euse.s.

Se battre pour les emplois

Lorsque Teck a invoqué l'idée de la conduite autonome des camions en continu en 2018, l'exécutif de la SL 7619 s'est retrouvé devant un dilemme : « Ils allaient mettre en place cette technologie, avec ou sans nous. Alors on s'est dit : "S'ils veulent dépenser des millions dans la technologie, ce n'est pas à nous de leur dire non, mais bien de négocier pour que chaque emploi bien rémunéré qui en découle soit syndiqué." C'est là qu'on a vu le succès », résume le président, Kyle Wolff.

L'équipe syndicale a fait le pari d'en faire profiter ses membres et a planché sur les protocoles de sécurité. Un bras de fer a rapidement opposé le Syndicat et la société : l'employeur souhaitait implanter sa technologie seul. Le Syndicat s'est donc fait un point d'honneur de déclarer chaque incident, même mineur, au ministère britanno-colombien des Mines. À la longue, une collaboration patronale-syndicale a fini par s'installer en comité de travail.

Le Syndicat a aussi mené une solide charge pour que les emplois créés soient syndiqués, tant dans les salles de contrôle, pour l'implantation de la téléphonie cellulaire nécessaire au



fonctionnement des camions autonomes, ou encore pour l'installation des balises numériques sur le terrain. « Vous n'aurez pas votre conduite autonome en continu tant que nous n'aurons pas notre sécurité d'emploi ! », a tonné le métallo Kyle Wolff.

Le Syndicat s'est prévalu de l'article sur les changements technologiques déjà prévu à la convention pour être partie prenante et aider les travailleur.euse.s à tirer leur épingle du jeu. En 2019, le comité s'est penché sur les définitions de tâches de chacun des emplois. Une lettre d'entente a été conclue, qui prévoit entre autres que les emplois créés pour la mise en place et le fonctionnement de la conduite autonome doivent être syndiqués.

En bout de piste, la section locale est passée de 1050 membres avant 2018 à plus de 1200 membres aujourd'hui.

Comment et où le nombre de syndiqué.e.s a augmenté :

- La conduite autonome nécessite un excellent réseau cellulaire spécialisé, pour lequel plusieurs postes de technicien.ne.s en télécommunications ont été créés.
- Il faut installer des balises pour établir une cartographie numérique du terrain : là encore, cela implique la création de nombreux emplois supplémentaires.
- Les chemins doivent être impeccables : on a doublé le personnel responsable de l'entretien.
- Les camions doivent être en parfait état, et les bris mécaniques ont tendance à survenir plus souvent en raison des arrêts brusques : cela demande davantage de

mécanicien.ne.s pour convertir le parc et en assurer le bon fonctionnement.

- Dès qu'un.e visiteur.euse ou un.e sous-traitant.e entre dans la zone sécurisée, il ou elle doit être accompagné.e par un.e travailleur.euse formé.e au protocole de sécurité : des postes d'escortes routières ont été créés.

Quelques enseignements syndicaux

Voici quelques enseignements tirés de l'expérience chez HVC utiles à la réflexion sur les changements technologiques dans d'autres milieux de travail :

- La santé et sécurité, ce n'est jamais négociable.
- Il faut intégrer rapidement des clauses de convention collective pour être impliqué.e.s dans les changements technologiques.
- Il faut se demander où est fait le travail et s'assurer que ces emplois seront couverts par la convention collective.
- Les emplois aux descriptions de tâches plus variées sont plus difficiles à automatiser.



Des métallos du secteur minier au Québec ont rendu visite à leurs collègues de la section locale 7619 des Métallos à Highland Valley Copper, près de Logan Lake (C.-B.), pour s'inspirer de leurs succès face à l'introduction de véhicules miniers autonomes sur leur lieu de travail.

NOS MILITANT.E.S FREINENT LE COMMERCE DÉLOYAL

En 2022, après des années de lobbying par les Métallos, les syndicats canadiens ont acquis le droit de déposer des plaintes auprès des autorités fédérales régissant le commerce international et d'exiger des recours contre les pratiques commerciales illégales de l'étranger, qui ont depuis longtemps fait des ravages dans les industries nationales et nos emplois.

Les Métallos ont ensuite participé à plusieurs de ces plaintes. Elles sont d'abord déposées auprès de l'Agence des services frontaliers du Canada, puis peuvent faire l'objet d'une enquête et d'une décision du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE).

Notre syndicat a obtenu plusieurs décisions importantes devant le TCCE, qui ont protégé les emplois de dizaines de milliers de membres et de leurs collectivités et qui en ont résulté par l'imposition de droits antidumping et compensateurs sur l'acier, l'aluminium, le bois et d'autres produits étrangers sur le marché canadien.

La clé de ces victoires réside dans les preuves cruciales et convaincantes présentées par des Métallos de partout au pays, qui montrent que ces pratiques déloyales causent des torts bien réels à leurs emplois et aux économies locales.

Une décision récente du TCCE a d'ailleurs prolongé les droits antidumping sur les barres d'armature de plusieurs

producteurs étrangers, rendue après que des Métallos de sept sections locales, de tous les districts canadiens, ont prouvé que le dumping portait gravement préjudice aux producteurs nationaux, aux travailleur.euse.s et à leurs collectivités.

Ces victoires successives renforcent l'engagement de notre syndicat à lutter contre le commerce déloyal. Au moment d'écrire ces lignes, le syndicat avait sept dossiers liés à l'acier devant le TCCE portant sur des produits fabriqués dans une douzaine d'usines : tôles fortes, tuyaux, produits tubulaires, corps broyants, râteliers en acier et barres d'armature. Un huitième vise le dumping étranger de produits en contreplaqué.

« Nos membres ne se contentent pas de remporter d'importantes causes commerciales. Ils font aussi valoir auprès des gouvernements la nécessité de prendre des mesures plus strictes pour protéger les travailleuses et travailleurs, les emplois et les industries au pays », a déclaré Marty Warren, directeur national des Métallos.

« Nos membres partout au pays continueront de montrer la voie en prônant une stratégie industrielle globale qui procure des soutiens plus efficaces aux travailleuses et travailleurs, stimule la demande de produits fabriqués au Canada, renforce notre capacité industrielle et diversifie nos échanges commerciaux », a-t-il ajouté.

Les Métallos ont remporté plusieurs procès commerciaux contre le dumping illégal d'acier étranger sur le marché canadien, grâce à des preuves convaincantes fournies par des membres du syndicat provenant d'aciéries de tout le pays, y compris Interpro Pipe and Steel à Regina.



SYLVAIN CORMIER

FAITES CONNAISSANCE AVEC LES MILITANT.E.S DU SYNDICAT DES MÉTALLOS

**SECRÉTAIRE-FINANCIER
SL 4466, DISTRICT 5**

**MINE TIO, RIO TINTO FER ET TITANE
HAVRE-SAINT-PIERRE (QC)**

Après 25 ans consacrés à l'engagement syndical et communautaire, et même si la retraite se profile à l'horizon, Sylvain Cormier n'a aucune envie de lever le pied.

Pour Sylvain, le militantisme syndical a toujours fait bon ménage avec son engagement communautaire, que ce soit à titre d'entraîneur sportif pour les jeunes, de bénévole au Club Optimiste, de membre du conseil d'administration de la Caisse Desjardins ou de conseiller municipal.

« Ce qui m'attire le plus, c'est d'aider les gens. Je crois beaucoup en mon syndicat et en ma communauté », explique-t-il.

Sylvain s'est joint à la section locale 4466 en 2001, lorsqu'il a accepté un poste de journalier à la mine Tio, aujourd'hui exploitée par le géant minier Rio Tinto. Au fil des ans, il a également occupé plusieurs autres fonctions, tout en se lançant dans le militantisme syndical. Ancien vice-président de la SL 4466, il cumule depuis 2018 les fonctions de secrétaire-financier et de représentant à la prévention.

Être militant au sein des Métallos est une source de fierté, affirme-t-il.

« Je suis fier que notre syndicat investisse beaucoup, pas seulement dans la défense des intérêts des travailleur.euse.s, mais pour la défense des droits de tous les gens. »

Sylvain en est à son quatrième mandat de conseiller municipal à Havre-Saint-Pierre, ville isolée d'environ 3400 habitants située sur la Côte-Nord et le cœur de la communauté « cayenne ».

« Je suis conseiller municipal depuis 2013. On est une communauté tissée serrée, et j'aime aider les gens, les aider à réclamer leur part », explique-t-il.

« On est un petit village, loin de tout. Mais on veut faire comprendre aux grands milieux qu'on est là et on contribue à l'économie du Québec, et qu'il faut avoir notre juste part. Alors c'est un peu comme on le fait au syndicat, on défend notre communauté et les intérêts des citoyennes et citoyens. On réclame pour elles et eux un accès aux mêmes services. »

Le message de Sylvain aux jeunes métallos : l'engagement syndical et communautaire est une expérience réellement enrichissante.

« Je dis toujours : "ne travaille pas pour avoir des fleurs, travaille parce que tu y crois, parce que t'aimes ça." Il faut que ça soit une passion, une vocation. »



Des métallos assistant à l'activité tenue dans une cabane à sucre à Sainte-Julienne (Qc)



**FONDS
D'ÉDUCATION
FAMILIALE &
COMMUNAUTAIRE**

Resserrer vos liens avec le syndicat

Votre section locale a-t-elle déjà envisagé d'organiser des activités spéciales, mais a abandonné l'idée en raison des coûts ?

Voici donc votre chance : le Fonds d'éducation familiale et communautaire des Métallos (FEFC).

Si votre section locale cotise au Fonds, elle est admissible à du financement. Votre activité doit tout simplement comporter un volet éducatif actif.

Qu'est-ce que le FEFC ?

Depuis 1989, les cotisations des sections locales membres du FEFC permettent de financer des journées familiales axées sur le syndicat, notamment des pique-niques avec des jeux éducatifs pour les membres et la collectivité en général. Le Fonds finance aussi la participation de nouveaux et de jeunes membres aux conférences de district et nationales.

Qu'est-ce que le syndicat représente pour vous ?

Vous n'avez peut-être jamais assisté à une réunion de votre section locale, sauf durant les négociations collectives ou lors du vote sur une nouvelle convention collective.

Comment les syndicats peuvent-ils joindre les membres qui n'assistent pas aux réunions ou ne se considèrent pas comme étant membres d'un syndicat ? C'est l'objectif du FEFC : offrir des moyens, des fonds et des activités éducatives afin que les sections locales puissent renforcer leurs liens avec les membres et expliquer le rôle du syndicat à la collectivité.

Combien ?

Voici un exemple. Une section locale a demandé **1000 \$** au FEFC pour louer un cinéma et présenter le film *Westray* sur la catastrophe minière mortelle. Les participant.e.s ont ensuite discuté de santé et sécurité au travail.

Une section locale du Québec a rassemblé 900 métallos, retraité.e.s et membres de leurs familles de quatre sections locales dans une cabane à sucre. Les activités comprenaient un repas, des kiosques d'information interactifs sur les services du syndicat et une chasse au trésor éducative pour les enfants avec des prix.

Les sections locales qui ont organisé des événements financés par le Fonds ont déclaré qu'ils permettaient de découvrir de futur.e.s dirigeant.e.s et d'augmenter la participation des membres.

Quelle est votre idée ? Renforcer la solidarité, former des dirigeant.e.s, offrir des activités éducatives aux membres et à la collectivité grâce au FEFC ? Découvrez comment votre section locale peut y adhérer. Plus de détails à metallos.ca/fefc.

Ottawa a promis d'être aux côtés des travailleur.euse.s – il doit maintenant passer aux actes

Dans notre dernière mise à jour sur la situation politique à Ottawa, les libéraux venaient tout juste d'obtenir une faible majorité. Depuis, huit député.e.s ont démissionné : quatre libéraux, deux conservateurs, un bloquiste et un néo-démocrate.

Au moment d'écrire ces lignes, des élections partielles ont eu lieu dans trois de ces circonscriptions. Le 31 août, les libéraux ont conservé deux sièges et ravi un siège aux conservateurs au Québec, renforçant ainsi leur majorité. Cinq circonscriptions demeurent vacantes et le gouvernement doit déclencher des élections partielles dans les six mois suivant chaque démission.

Le gouvernement dispose donc d'une position plus forte au Parlement et de moins d'excuses pour ne pas respecter ses engagements envers les travailleur.euse.s.

Il sera rapidement mis à l'épreuve. Tout au long de la guerre commerciale, Ottawa a promis de protéger les travailleur.euse.s et de soutenir les industries touchées. Le prochain budget fédéral devra transformer ces engagements en mesures durables pour maintenir les gens au travail, renforcer l'assurance-emploi, élargir les politiques d'approvisionnement domestique, développer notre capacité industrielle et conditionner le soutien public aux entreprises au maintien et à la création d'emplois au Canada.

Les droits des travailleur.euse.s constitueront un autre test important. Jusqu'à présent, le gouvernement a tenu deux rondes de consultations en vue de réformer le Code canadien du travail. Le NPD a également présenté trois projets de loi

visant à modifier le Code : l'un pour abroger l'article 107, un autre pour renforcer les protections contre les syndicats dominés par l'employeur et un troisième pour éliminer l'échappatoire à la loi anti-briseurs de grève mise en évidence lors de la grève des membres de la section locale 1944 des Métallos chez Rogers, à Abbotsford (C.-B.)

Le gouvernement devrait s'inspirer de ces projets de loi dans sa réforme plus large du Code canadien du travail et renforcer la négociation collective et les droits des travailleur.euse.s et non affaiblir nos droits constitutionnellement reconnus.

Ottawa a dit qu'il serait aux côtés des travailleur.euse.s. Il a maintenant le pouvoir d'agir et doit démontrer concrètement ce que valent ces promesses.



Des membres des Métallos étaient en visite à Ottawa à l'occasion de la conférence À la défense de l'acier. (De gauche à droite) Bill Slater, Meg Gingrich, Heather McPherson, Kevon Stewart et Marc Ayotte.

Mise à jour sur le **District 3**



Solidarité : comment nous défendons nos emplois, notre syndicat, notre pays

Ces derniers temps, il semble que nous soyons constamment sous attaque : tarifs, Trump et menaces à notre souveraineté. Les employeurs qui sont sous pression, ou qui cherchent simplement à tirer profit d'une crise, adoptent une position ferme à la table de négociation. Augmentation des prix et diminution des services dans nos milieux de vie. Il semble qu'il n'y ait aucune lueur au bout du tunnel.

En tant que Métallos, nous avons un moyen d'affronter toutes ces attaques. C'est notre syndicat et il est porté par la solidarité.

Notre unité à travers les provinces, les territoires et les industries nous donne de la force. Cette force est consolidée par notre solidarité transfrontalière, qui s'est clairement manifestée récemment lorsque le Canada a accueilli les membres de son Bureau exécutif international à Montréal. Notre unité, comme voix des travailleur.euse.s à l'échelle du continent, était claire.

Nous faisons appel à la force des Métallos pour relever ces défis. Cette force est bâtie à l'aide de notre École du district, tenue encore cette année à Cranbrook (C.-B.), où les membres des sections locales acquièrent de nouvelles aptitudes et connaissances, et forgent leur solidarité, pendant une semaine de formation sur la santé et la sécurité, les arbitrages, faire face à la direction, les droits de la personne et la mondialisation.

Notre solidarité est également renforcée lors d'événements comme le Sommet national des Métallos sur la lutte contre le racisme, accueilli par le District 3. Nous sommes aussi plus forts lorsque nous soutenons nos comités de négociation, que ce soit à une mine de potasse de Nutrien en Saskatchewan ou à un magasin Starbucks en Colombie-Briannique.

La solidarité des Métallos se démarque lorsque nous transformons les enjeux des travailleur.euse.s en enjeux électoraux, qu'il s'agisse du référendum sur la séparation en Alberta ou les élections municipales et scolaires dans tout l'Ouest canadien.

La solidarité, c'est se soutenir les un.e.s les autres. C'est ainsi que nous défendons nos emplois et nos droits. C'est ainsi que nous réalisons des progrès pour travailleur.euses., à domicile, dans nos milieux de vie et à travers le monde.

Notre devise exprime clairement les valeurs qui nous guident chaque jour : unité et force pour les travailleuses et travailleurs !

En toute solidarité,

Scott Lunny
Directeur du District 3 des Métallos

Le District 3 était fier de soutenir le barbecue de la fête du Travail de cette année à Yellowknife et de se solidariser avec les métallos, les travailleur.euse.s et toute notre famille ouvrière des Territoires du Nord-Ouest.



Mise à jour sur le **District 5**



Un dialogue social à rebâtir

Une toute nouvelle cohorte de député.e.s entre en poste ces jours-ci, et, dans la foulée, le gouvernement du Québec amorce un nouveau mandat.

Les syndicalistes et travailleur.euse.s gardent un goût plutôt amer de la dernière session législative, laissé par la loi qui entrave le droit de grève (loi 14) et celle sur l'ingérence dans l'action syndicale (loi 4). Le gouvernement précédent a visé ouvertement à affaiblir les contrepouvoirs que sont les syndicats et enlever du poids aux travailleur.euse.s par rapport aux patrons. Il a cherché à museler les syndicats en empêchant de contester des lois, de participer à des mouvements sociaux et de mener des campagnes publiques. Il s'est de plus ingéré dans le fonctionnement interne des syndicats et de leur démocratie.

En pleine crise tarifaire, alors que nos emplois sont menacés et que l'ombre d'une récession plane, le précédent gouvernement a préféré casser du sucre sur le dos des travailleur.euse.s et de leurs syndicats plutôt que de leur tendre la main pour trouver des solutions ensemble.

Ça suffit ! Le nouveau gouvernement doit réparer les pots cassés et renouer avec le dialogue social. Au Québec, on a toujours su trouver des points de convergence pour avancer. C'est une de nos grandes forces comme société. On est capable de se parler pour faire front ensemble.

Les travailleur.euse.s veulent de bons emplois qui permettent de bien vivre, des services publics de qualité et une économie en santé qui fonctionne pour tout le monde, pas juste pour les plus riches. Et pour y arriver, il faut impliquer les travailleur.euse.s et leurs syndicats dans les décisions, à tous les niveaux.

Rétablir le dialogue social, ça commence toutefois par un premier geste essentiel : abroger les lois anti-travailleur.euse.s de l'ancien gouvernement. Il faut rétablir l'équilibre des négociations en abolissant la loi 14 qui entrave le droit de grève. Il faut faire confiance aux syndiqué.e.s pour déterminer les mandats qu'ils et elles donnent à leurs syndicats et ce, sans ingérence du gouvernement, en abolissant la loi 4. Un vrai dialogue se fait dans le respect : Québec doit abroger ces deux lois.

En toute solidarité,

Nicolas Lapierre
Directeur québécois des Métallos

Nicolas Lapierre, directeur
du District 5 des Métallos,
s'adressant aux membres
lors d'un rassemblement
plus tôt cette année.



Mise à jour sur le **District 6**



Plus forts ensemble : mettre en valeur le pouvoir de la solidarité

Dans le District 6, les Métallos continuent de mettre en valeur le pouvoir de la solidarité par l'éducation, l'action communautaire, le recrutement et le militantisme. Qu'il s'agisse de former de nouveaux leaders syndicaux ou d'appuyer les membres dans leurs milieux de travail et de vie, les derniers mois ont illustré la force de notre syndicat à l'œuvre.

L'École annuelle du printemps du District 6 a réuni des centaines de Métallos de l'Ontario et du Canada atlantique à Port Elgin (Ont.) souhaitant apprendre, nouer des liens et acquérir les compétences nécessaires pour renforcer les sections locales. Des ateliers sur la négociation collective, le traitement des griefs, la santé et la sécurité, les droits de la personne, l'action politique, le recrutement et le leadership ont offert des outils pratiques pour mieux représenter les travailleur.euse.s et consolider le mouvement syndical.

Le comité des Femmes d'acier du District 6 a continué de renforcer les collectivités par une collecte de produits d'hygiène pour lutter contre la précarité menstruelle. Des membres du district ont fait don de ces produits à des organismes locaux, améliorant l'accès à des articles essentiels et réaffirmant l'engagement du comité envers l'équité et la dignité.

Le district a salué la nouvelle Alliance pour la main-d'œuvre de l'industrie des mines et des minéraux, qui rassemble les syndicats, l'industrie, les partenaires autochtones, les gouvernements et les établissements d'enseignement pour soutenir la main-d'œuvre minière au Canada. En tant que membre du conseil d'administration du Conseil des ressources humaines de l'industrie minière et j'ai représenté les Métallos lors de son lancement, assurant une voix forte aux travailleur.euse.s dans l'avenir du secteur des minéraux critiques.

Nous poursuivons nos efforts de recrutement afin de bâtir un syndicat plus fort. Parmi nos récents succès, citons l'accréditation de P&H Milling, BWXT Precision et Heritage House, où les travailleur.euse.s ont choisi de s'unir pour améliorer leurs conditions de travail.

Par ailleurs, les sections locales 14241-01 chez Salit Steel à Niagara Falls (Ont.) et 7135 de National Steel Car à Hamilton, continuent de lutter pour obtenir des conventions collectives équitables. Les Métallos du district ont fait preuve d'une solidarité sans faille en soutenant les lignes de piquetage, le fonds de grève et les membres.

Qu'il s'agisse de formation, d'initiatives communautaires, de recrutement ou de solidarité en période difficile, le District 6 montre que, lorsque les Métallos sont unis, nous bâtissons des milieux de travail, des collectivités et un syndicat plus forts.

En toute solidarité,

Kevon Stewart
Directeur du District 6 des Métallos

Kevon Stewart, directeur du District 6, assiste à l'annonce de la ministre de l'Emploi et de la Famille, Patty Hajdu, sur la création de l'Alliance pour la main-d'œuvre de l'industrie des mines et des minéraux en Nouvelle-Écosse, aux côtés de représentant.e.s de l'industrie minière, des syndicats et d'organisations partenaires.

